

21 JANVIER 1999

**Arrêté du Gouvernement wallon concernant l'octroi d'allocations de déménagement et de loyer
en faveur de ménages en état de précarité et de personnes sans abri**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Logement, notamment l'article 21;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence motivée par l'entrée en vigueur le 1^{er} mars 1999 du Code wallon du Logement, qui impose que les arrêtés d'exécution de l'ancien Code du Logement soient adaptés aux nouvelles dispositions décrétales avant cette date;

Considérant qu'au 1^{er} mars 1999 l'adaptation des divers systèmes d'information doit avoir été réalisée;

Considérant que sont ainsi visés les procédures informatiques et administratives mais également les documents administratifs qu'imposent les arrêtés d'exécution du Code, ainsi que l'information des agents;

Considérant qu'en conséquence, la sécurité juridique et la continuité des services recommandent l'adoption urgente des dispositions d'exécution du Code;

Sur la proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° Ministre : le Ministre qui a le Logement dans ses attributions;

2° société : la société agréée par la Société wallonne du Logement;

3° administration : la Division du Logement de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine du Ministère de la Région wallonne;

4° logement : l'immeuble ou la partie d'immeuble destiné à l'habitation à titre de résidence principale d'un ou de plusieurs ménages ou utilisé à cette fin;

5° demandeur : la personne physique qui sollicite le bénéfice des avantages prévus par le présent arrêté;

6° handicapé :

a) soit la personne reconnue par le Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement comme étant atteinte à 66 % au moins d'une insuffisance ou d'une diminution de capacité physique ou mentale;

b) soit la personne dont la capacité de gain est réduite à un tiers ou moins de ce qu'une personne valide est en mesure de gagner en exerçant une profession sur le marché général du travail, en application de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés;

c) soit la personne dont le manque d'autonomie est fixé à 9 points au moins, en application de la même loi;

7° enfant à charge : l'enfant âgé de moins de 25 ans pour lequel des allocations familiales ou d'orphelin sont attribuées au demandeur ou à toute personne cohabitant avec lui ou l'enfant qui, sur présentation de preuves, est considéré à charge par l'administration;

8° revenus : les revenus imposables globalement afférents à l'avant-dernière année précédant, selon le cas, la prise en location ou le début d'une nouvelle période d'octroi d'allocations de loyer;

9° « sans abri » :

a) soit la personne qui, pendant les trois mois précédant la prise en location d'un logement salubre, n'a joui d'aucun droit, réel ou personnel, lui assurant l'occupation d'un logement, ni n'a, sauf à titre exceptionnel ou temporaire, été hébergée par des personnes ou des institutions;

b) soit la personne qui, à la veille de la prise en location d'un logement salubre, ne jouissait d'aucun droit, réel ou personnel, lui assurant l'occupation d'un logement et était hébergée pour des raisons psychiques, médicales ou sociales par une institution;

c) soit la personne qui, pendant les douze mois précédant la prise en location d'un logement salubre, occupait une résidence de vacance située dans une zone de loisirs.

10° ménage en état de précarité :

a) la personne seule dont les revenus ne dépassent pas F 400 000 majorés de F 75 000 par enfant à charge;

b) plusieurs personnes unies ou non par des liens de parenté et qui vivent habituellement ensemble au sens de l'article 3, de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques dont les revenus ne dépassent pas F 550 000 majorés de F 75 000 par enfant à charge;

c) le ménage faisant l'objet d'une guidance auprès d'un service de médiation de dettes agréé par le Ministre ayant l'action sociale dans ses attributions et dont les ressources mensuelles ne dépassent pas 120 % du montant du minimum de moyens d'existence correspondant à la composition de ce ménage.

Les personnes visées sub a), b) et c), ne peuvent disposer, à la date de la prise en location, d'un logement en pleine propriété ou en usufruit, sauf s'il s'agit d'un logement non améliorable ou inhabitable.

§ 2. Pour l'application du § 1^{er}, 7° :

1° l'enfant à charge handicapé est compté pour deux enfants à charge;

2° le demandeur handicapé ainsi que chaque personne handicapée cohabitant avec le demandeur sont comptés pour un enfant à charge;

3° la notion d'enfant à charge s'apprécie, au départ, en fonction de la situation à la date de la prise en location, et par la suite, en fonction de la situation arrêtée trois mois avant la fin de chaque période d'octroi d'allocations de loyer.

Pour l'application du § 1^{er}, 9°, b), l'hébergement pour des raisons psychiques, médicales ou sociales au sein d'une institution doit relever des réglementations suivantes :

1. le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;
2. l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 janvier 1997 relatif aux conditions d'octroi de subventions pour le logement d'insertion et les arrêtés du Gouvernement wallon exécutant les articles 31, 32, 56 et 57, du Code wallon du Logement;
3. le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'action sociale et d'infrastructures sportives;
4. l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 29 mars 1993 portant réglementation générale des milieux d'accueil subventionnés par l'Office de la naissance et de l'enfance;
5. l'arrêté royal du 10 juillet 1990 fixant les normes d'agrément des initiatives d'habitation protégée pour des patients psychiatriques.

L'hébergement dans un logement d'urgence géré par une commune ou un centre public d'aide sociale est également considéré comme un hébergement pour des raisons psychiques, médicales ou sociales par une institution, visé au § 1^{er}, 9°, b).

Art. 2. § 1^{er}. Sont accordées aux conditions fixées par le présent arrêté, des allocations de déménagement et de loyer aux ménages en état de précarité qui deviennent locataires d'un logement salubre, soit en quittant un logement inhabitable ou surpeuplé, soit en sortant de leur situation de « sans-abri », et aux personnes handicapées ou dont un membre du ménage est handicapé qui prennent en location un logement salubre et adapté après avoir quitté un logement inadapté.

Des allocations de déménagement sont également accordées, aux conditions fixées par le présent arrêté, aux locataires d'un logement appartenant à une société qui quittent un logement sous-occupé pour prendre en location un logement de la même société en rapport avec leur composition de ménage, qui leur est proposé en application des dispositions d'exécution de l'article 94, du Code wallon du Logement.

§ 2. Par dérogation à la disposition du § 1^{er} :

1° des allocations de loyer peuvent être accordées lorsque les locataires d'un logement, soit inhabitable ou surpeuplé, soit inadapté, continuent d'occuper celui-ci pendant la durée des travaux entrepris par le propriétaire en vue de rendre le logement respectivement salubre ou salubre et adapté;

2° des allocations de loyer peuvent également être accordées aux locataires d'un logement surpeuplé, pour autant que, du fait du départ d'un ou de plusieurs cohabitants, le logement ait cessé d'être surpeuplé.

Art. 3. § 1^{er}. Est considéré comme inhabitable ou surpeuplé le logement qui :

1° soit a fait l'objet d'un arrêté du bourgmestre le reconnaissant surpeuplé en application des critères établis en exécution des articles 1^{er}, 17° et 3, du Code wallon du Logement, ou inhabitable, à titre temporaire ou à titre définitif;

2° soit a fait l'objet d'un constat d'inhabitabilité ou de surpeuplement par un agent de l'administration. Dans ce cas, l'administration fait part de la teneur de son constat au bourgmestre et au propriétaire afin d'éviter que le logement soit encore occupé dans les mêmes conditions.

§ 2. Est considéré comme inadapté, par un agent de l'administration ou de l'Agence wallonne pour l'intégration professionnelle des personnes handicapées, le logement dont la configuration ne permet pas une occupation adéquate par le ménage du demandeur en raison du handicap d'un de ses membres.

§ 3. Est considéré comme sous-occupé le logement appartenant à une société, comportant au moins deux chambres excédentaires eu égard aux normes définies en exécution de l'article 94 du Code wallon du logement.

§ 4. Est considéré comme salubre le logement qui, après enquête par un agent de l'administration, s'avère répondre aux critères minimaux de salubrité fixés en exécution de l'article 3 du Code wallon du Logement.

Est assimilé à un logement salubre pour l'application du présent arrêté, le logement améliorable pris en location que le demandeur s'engage à rendre salubre dans les six mois de cette prise en location.

Art. 4. § 1^{er}. Le montant des revenus visés à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 10°, est adapté au 1^{er} janvier de chaque année à concurrence du coefficient d'augmentation de la moyenne des indices des prix à la consommation du Royaume fixée pour l'année des revenus par rapport à la moyenne des indices de l'année qui précède celle des revenus.

Pour la détermination de la moyenne des indices, les fractions de centièmes sont arrondies au centième supérieur ou inférieur selon qu'elles atteignent ou excèdent cinq millièmes ou qu'elles sont inférieures à cette fraction.

Les montants adaptés en raison des variations de l'indice des prix à la consommation sont arrondis au millier supérieur ou au millier inférieur selon que les chiffres des centaines, des dizaines et des unités atteignent ou non cinq cents francs.

Si les revenus dépassent les montants fixés à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 10°, et si le demandeur justifie ce dépassement par des circonstances exceptionnelles ou établit la dégradation de sa situation financière en raison d'une incapacité de travail ou d'une mise en chômage, à la prépension ou à la retraite, les revenus des six derniers mois sont pris en considération et calculés en revenus annuels imposables globalement.

§ 2. Pour l'application de l'article 1^{er}, § 1^{er}, 10°, le logement est déclaré non améliorable ou inhabitable par un agent de l'administration ou par un arrêté du bourgmestre.

§ 3. A la date de la prise en location, le demandeur doit :

- 1° être âgé de 18 ans au moins ou émancipé;
- 2° avoir résidé au moins un an dans le logement inhabitable ou surpeuplé ou inadapté, sauf s'il s'agit d'une personne « sans-abri » ou si le logement est frappé d'une interdiction d'habiter par le bourgmestre;

A la date de la demande, il doit souscrire, ainsi que les personnes qui cohabiteront avec lui, les engagements suivants à respecter dès la prise en location du logement :

- a) ne pas donner le logement en sous-location en tout ou en partie;
- b) hormis les enfants nés de ou adoptés par eux après la date de la prise en location, ne permettre l'occupation du logement par des cohabitants supplémentaires que si le logement continue à répondre aux critères de structure et de dimension visés à l'article 3, § 4;

c) consentir à la visite du logement par des agents de l'administration;

d) sauf à les fournir eux-mêmes, autoriser l'administration à solliciter des autorités compétentes les renseignements nécessaires, notamment ceux relatifs à la composition du ménage, aux revenus et au patrimoine immobilier.

Art. 5. L'allocation de déménagement s'élève à F 16 000 et est majorée de 20 % par enfant à charge.

Les allocations de loyer s'élèvent à la différence entre, d'une part, le loyer du logement évacué ou sa valeur locative si le demandeur l'occupait en tant que propriétaire ou à titre gratuit et, d'autre part, le loyer du logement pris en location, sans pouvoir excéder F 4 000. Le maximum de l'allocation est majoré de 20 % par enfant à charge.

Lorsque le demandeur sort d'une situation de « sans-abri », les allocations de loyer s'élèvent à F 4 000 par mois et sont également majorées de 20 % par enfant à charge.

Le loyer payé déduction faite du montant de l'allocation ne peut toutefois être inférieur à F 2 500 si le demandeur est isolé, sans enfant, et à F 3 350 dans les autres cas.

Pour l'application de l'alinéa 2, le montant du loyer du logement évacué ou de sa valeur locative est adapté à l'indice des prix à la consommation en vigueur lors de chaque variation du loyer du logement salubre ou adapté.

Les montants visés à l'alinéa 4 sont rattachés à l'indice des prix à la consommation du mois de septembre 1998 et sont adaptés au 1^{er} janvier de chaque année en fonction de l'indice du mois de septembre de l'année précédente, les montants ainsi obtenus étant arrondis à la dizaine supérieure ou inférieure selon que leur dernier chiffre atteigne ou non cinq unités.

Art. 6. § 1^{er}. Les allocations de loyer sont octroyées pendant une période de deux ans à compter de la prise en location du logement salubre ou adapté.

§ 2. Au-delà de cette période, les locataires d'un logement autre que ceux gérés par une société et que ceux dont la construction, l'acquisition ou la rénovation a été subsidiée par la Région et dont le montant du loyer est réduit grâce à ce subside peuvent continuer à bénéficier d'allocations de loyer, par périodes de deux ans, tant qu'ils répondent aux conditions suivantes :

1° ne pas avoir de revenus excédant de plus de 30 % les montants fixés à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 10°;

2° ne pas posséder, seuls ou avec les autres personnes qui cohabitent dans le logement, la pleine propriété ou le plein usufruit d'un logement, sauf s'il s'agit d'un logement non améliorable ou inhabitable, auquel cas les dispositions de l'article 4, § 2, doivent être appliquées.

Le montant des allocations de loyer à accorder par période de deux ans s'élève à :

1° 100 % du montant calculé conformément aux dispositions de l'article 5, lorsque les revenus n'excèdent pas les montants fixés à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 10°;

2° 50 % du montant ainsi calculé, lorsque les revenus n'excèdent pas de plus de 30 % les montants fixés à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 10°.

Dès que le bénéficiaire d'allocations de loyer ne peut être prolongé pour une nouvelle période, en raison du non-respect d'une des conditions visées à l'alinéa 1^{er}, la suppression de l'avantage est définitive.

§ 3. Lorsque le bénéficiaire d'allocations de loyer quitte le logement salubre ou adapté pour prendre en location un autre logement également salubre ou adapté, les allocations continuent à être octroyées pour la période en cours, à condition que les raisons du déménagement relèvent de la force majeure.

§ 4. En cas de décès du bénéficiaire d'allocations de loyer, le conjoint survivant ou la personne avec laquelle il vivait maritalement continue à être reconnu admissible au bénéfice des allocations.

Si le bénéficiaire ne vivait pas en couple au moment de son décès, les allocations de loyer continuent d'être attribuées au cohabitant survivant et, dans l'hypothèse de l'existence de plusieurs cohabitants survivants, à celui qui aura été désigné par l'ensemble des cohabitants âgés d'au moins 18 ans ou émancipés.

Art. 7. § 1^{er}. La demande d'allocations est adressée à l'administration au moyen du formulaire délivré par celle-ci. Elle adresse au demandeur un avis de réception de sa demande dans les quinze jours de la date de cet envoi et, le cas échéant, lui réclame tout document nécessaire pour la compléter.

§ 2. Pour être considérée comme complète, la demande d'allocations comporte :

1° un extrait du registre de la population établissant la composition de ménage du demandeur;

2° l'identification précise du logement pris en location et du logement quitté ou de la situation de "sans-abri" vécue par le demandeur;

3° le formulaire contenant les engagements visés à l'article 4, § 3, alinéa 2;

4° une déclaration sur l'honneur par laquelle le demandeur certifie que la condition de patrimoine imposée par l'article 1^{er}, § 1^{er}, 10°, est respectée.

§ 3. La date de la demande est celle du cachet de la poste apposé sur l'envoi contenant l'ensemble des documents requis ou, le cas échéant, le ou les derniers documents rendant la demande complète.

§ 4. Sous peine d'irrecevabilité de la demande, la date de celle-ci définie au § 3 doit se situer au plus tard six mois après la prise en location ou, lorsqu'il est fait application de l'article 2, § 2, 1°, au plus tard six mois après la fin des travaux ou, lorsqu'il est fait application de l'article 2, § 2, 2°, au plus tard six mois après le dernier départ de cohabitants.

§ 5. En cas de demandes multiples se rapportant à l'évacuation d'un même logement en vue de la prise en location de plusieurs logements, la suite à réserver à chaque demande est indépendante de la suite à réserver aux autres demandes.

Lorsque l'évacuation de plusieurs logements est suivie de la prise en location d'un seul logement par l'ensemble des personnes qui ont déménagé, l'allocation de déménagement est accordée pour chaque logement évacué, tandis que les allocations de loyer ne sont accordées qu'à un demandeur, désigné par l'ensemble des demandeurs ayant sollicité l'allocation de déménagement.

Pour le calcul des allocations de loyer lorsqu'il est fait application des alinéas 1^{er} ou 2, les loyers de logements ayant été ou devant être occupés par plusieurs ménages sont estimés par l'administration pour chaque demandeur.

§ 3. En cas de séparation, après la date de la demande, du demandeur et de son conjoint ou de la personne avec laquelle il vivait maritalement, l'administration examine la situation de chacune des parties, notamment en ce qui concerne les enfants à charge, et désigne le bénéficiaire des allocations.

Art. 8. § 1^{er}. Dans les trois mois de la date de l'envoi contenant la demande complète ou, le cas échéant, le ou les derniers documents rendant la demande complète, l'administration informe le demandeur de la recevabilité de sa demande ou des motifs pour lesquels cette notification ne peut lui être délivrée.

Le défaut de notification au demandeur dans le délai visé à l'alinéa 1^{er} est assimilé à un refus.

§ 2. Le demandeur dispose d'un délai d'un mois à dater de la notification de rejet ou de l'expiration du délai visé au § 1^{er} pour introduire, par envoi recommandé à la poste adressé à l'administration, un recours auprès du Ministre. Le Ministre statue dans les trois mois de la réception de ce recours. A défaut, la demande est acceptée.

§ 3. L'allocation de déménagement est liquidée au bénéficiaire.

Les allocations de loyer aux locataires d'un logement autre que ceux donnés en location par une société leur sont liquidées mensuellement.

Les allocations de loyer aux locataires d'un logement donné en location par une société sont liquidées à celle-ci une fois par an et viennent en déduction du loyer réellement payé par le locataire.

Les demandes de liquidation relatives à une année, adressées par une société à l'administration, se prescrivent par six mois à compter du jour qui suit le terme de cette année.

Les allocations de loyer qui ne sont pas liquidées à la société pour cause de prescription viennent, toutefois, en déduction du loyer dû par le locataire.

§ 4. Le Ministre détermine le montant et les modalités de l'indemnisation du Centre public d'aide sociale ou de l'organisme à finalité sociale qui avance au bénéficiaire le montant des allocations de déménagement et de loyer.

Art. 9. Le bénéficiaire d'allocations est tenu de les rembourser :

1° en totalité en cas de déclaration inexacte ou incomplète en vue d'obtenir les avantages accordés par le présent arrêté ou si le logement pris en location n'est pas devenu salubre dans les six mois de cette prise en location, conformément à l'article 3, § 4, alinéa 2;

2° à concurrence des montants perçus depuis le jour où a été commis un manquement aux engagements souscrits conformément au présent arrêté.

Dans le mois de la notification de la décision de recouvrement, le bénéficiaire d'allocations peut introduire, par pli recommandé adressé à l'administration, un recours auprès du Ministre. Le Ministre statue dans les trois mois de la réception du recours. Le défaut de notification de la décision dans les trois mois est assimilé à un rejet du recours.

Le recouvrement est exécuté à l'initiative de l'administration, par la Division de la Trésorerie du Ministère de la Région wallonne.

Art. 10. L'arrêté du Gouvernement wallon du 19 novembre 1993 concernant l'octroi d'allocations de déménagement, d'allocations d'installation et d'allocations de loyer en faveur de personnes quittant un logement insalubre, de personnes handicapées quittant un logement inadapté et de personnes sortant de leur situation de "sans-abri" est abrogé.

A titre transitoire, cet arrêté reste toutefois applicable :

1° aux demandes d'allocations introduites avant l'entrée en vigueur du présent arrêté;

2° aux demandes d'allocations introduites avant le 1^{er} juin 1999, pour autant que la date du déménagement soit antérieure à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Nul ne peut bénéficier en même temps des allocations octroyées sur la base de l'arrêté susvisé et des allocations octroyées sur la base du présent arrêté.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mars 1999.

Art. 12. Le Ministre du Logement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 21 janvier 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

ÜBERSETZUNG

D. 99 — 518

[C — 99/27109]

21. JANUAR 1999 — Erlaß der Wallonischen Regierung über die Gewährung von Umzugs- und Mietzulagen zugunsten von Haushalten in prekären Verhältnissen und von Obdachlosen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wohngesetzbuches, insbesondere des Artikels 21;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1 in seiner durch die Gesetze vom 4. Juli 1989 und vom 4. August 1996 abgeänderten Fassung,

Aufgrund der Dringlichkeit, begründet durch das Inkrafttreten des Wohngesetzbuches am 1. März 1999, aufgrund dessen die Ausführungserlasse des ehemaligen Wohngesetzbuches vor diesem Datum den neuen Dekretbestimmungen angepaßt werden müssen;

In der Erwägung, daß die Angleichung der verschiedenen Informationssysteme am 1. März 1999 erfolgt sein muß;

In der Erwägung, daß nicht nur die EDV- und Verwaltungsverfahren, sondern auch die durch die Ausführungserlasse des Wohnungsgesetzbuches vorgeschriebenen Verwaltungsunterlagen sowie die Information der Bediensteten dementsprechend anzupassen sind;

In der Erwägung, daß infolgedessen eine dringende Verabschiedung der Ausführungsbestimmungen des Gesetzbuches aus Gründen der Rechtssicherheit und der Kontinuität der Dienste benötigt wird;

Auf Vorschlag des Ministers der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,

Beschließt:

Artikel 1 - § 1. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten die folgenden Definitionen:

1° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört;

2° Gesellschaft: die von der "Société wallonne du Logement" (Wallonische Wohnungsbaugesellschaft) zugelassene Gesellschaft;

3° Verwaltung: die Abteilung Wohnungswesen der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes des Ministeriums der Wallonischen Region;

4° Wohnung: das Gebäude oder der Gebäudeteil, das bzw. der dazu bestimmt ist, als Hauptwohnsitz durch einen oder mehrere Haushalte bewohnt zu werden, oder schon zu diesen Zwecken benutzt wird;

5° Antragsteller: die natürliche Person, die den Genuß der durch den vorliegenden Erlaß vorgesehenen Vorteile beantragt;

6° Behinderte Person:

a) entweder die Person, die an einem mindestens 66 %igen Mangel an geistigen oder körperlichen Fähigkeiten oder einer mindestens 66 %igen Verminderung dieser Fähigkeiten leidet und vom Ministerium der Sozialen Fürsorge, des öffentlichen Gesundheitswesens und der Umwelt als solche anerkannt worden ist;

b) oder die Person, deren Erwerbsfähigkeit auf ein Drittel oder weniger von dem, was eine gesunde Person auf dem allgemeinen Arbeitsmarkt verdienen kann, beschränkt ist, in Anwendung des Gesetzes vom 27. Februar 1987 über die Behindertenbeihilfen;

c) oder die Person, deren fehlende Selbständigkeit mindestens 9 Punkte beträgt, in Anwendung desselben Gesetzes;

7° unterhaltsberechtigtes Kind: das Kind unter 25 Jahren, für das der Antragsteller, sein mit ihm lebender Ehepartner oder jede mit ihm lebende Person Kinderzulagen oder Waisengeld bezieht, oder das Kind, das auf Vorlage von Belegen von der Verwaltung als unterhaltsberechtigtes Kind betrachtet wird.

8° Einkommen: das global steuerpflichtige Einkommen des vorletzten Jahres vor dem Jahr der Anmietung bzw. des Anfangs einer neuen Gewährungsperiode von Mietzulagen, je nach Fall;

9° "Obdachloser":

a) entweder die Person, die während der drei Monate vor der Anmietung einer gesunden Wohnung kein persönliches oder dingliches Recht auf die Benutzung einer Wohnung innehatte und nicht durch Personen oder Einrichtungen beherbergt worden ist, außer wenn sie zeitweilig und außergewöhnlich beherbergt worden ist;

b) oder die Person, die am Tag vor der Anmietung einer gesunden Wohnung kein persönliches oder dingliches Recht auf die Benutzung einer Wohnung innehatte und aus psychischen, ärztlichen oder sozialen Gründen durch eine Einrichtung beherbergt war.

c) oder die Person, die während der zwölf Monate vor der Anmietung einer gesunden Wohnung eine in einem Freizeitgebiet gelegene Ferienunterkunft bewohnte.

10° Haushalt in prekären Verhältnissen:

a) die alleinstehende Person, deren jährliches global steuerpflichtiges Einkommen 400 000 BEF zuzüglich 75 000 BEF pro unterhaltsberechtigtes Kind nicht überschreitet;

b) mehrere verwandte bzw. nicht verwandte Personen, die im Sinne von Artikel 3 des Gesetzes vom 19. Juli 1991 über die Bevölkerungsregister und die Personalausweise und zur Abänderung des Gesetzes vom 8. August 1983 zur Organisation eines Nationalregisters der natürlichen Personen gewöhnlich zusammen wohnen, und deren jährliches global steuerpflichtiges Einkommen 550 000 BEF zuzüglich 75 000 BEF pro unterhaltsberechtigtes Kind nicht überschreitet;

c) der Haushalt, der von einer von dem für soziale Maßnahmen zuständigen Minister anerkannten Schuldenvermittlungsstelle betreut wird, und dessen monatliche Einkünfte 120 % des Existenzminimums, das der Zusammensetzung dieses Haushalts entspricht, nicht überschreiten.

Die unter a), b), und c) erwähnten Personen dürfen weder Volleigentümer noch Nutznießer einer Wohnung sein, außer wenn diese Wohnung nicht verbesserungsfähig oder unbewohnbar ist;

§ 2. Für die Anwendung von § 1, 7°:

1° zählt ein behindertes unterhaltsberechtigtes Kind oder Haushaltsmitglied für ein unterhaltsberechtigtes Kind;

2° zählt der behinderte Antragsteller sowie jede behinderte Person, die mit dem Antragsteller lebt, für zwei unterhaltsberechtigten Kinder;

3° wird der Begriff "unterhaltsberechtigtes Kind" am Anfang gemäß der Situation am Datum der Anmietung und nachher gemäß der Situation, die drei Monate vor dem Ende jeder Gewährungsperiode von Mietzulagen festgelegt wird, geschätzt.

Für die Anwendung von § 1, 9°, b) muß die Beherbergung aus psychischen, ärztlichen oder sozialen Gründen in einer Einrichtung folgenden Regelungen unterworfen sein:

1. dem Dekret vom 6. April 1995 über die Eingliederung der behinderten Personen;

2. dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 16. Januar 1997 über die Bedingungen zur Gewährung von Zuschüssen für Eingliederungswohnungen und die Erlasse der Wallonischen Regierung zur Ausführung der Artikel 31, 32, 56 und 57 des Wohnungsgesetzbuches;

3. dem Programmdekret vom 17. Dezember 1997 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen im Bereich der sozialen Maßnahmen und der Sportinfrastruktur;

4. dem Erlaß der Exekutive der Französischen Gemeinschaft 29. März 1993 zur allgemeinen Regelung der durch das "Office de la Naissance et de l'Enfance" (ONE) bezuschußten Empfangszentren;

5. dem Königlichen Erlaß vom 10. Juli 1990 zur Festlegung der Zulassungsnormen der Initiativen für beschützte Wohnungen zugunsten von geistesgestörten Patienten. »

Die Beherbergung in einer von einer Gemeinde oder von einem öffentlichen Sozialhilfezentrum verwalteten Notaufnahmewohnung wird ebenfalls als eine Beherbergung aus psychischen, ärztlichen oder sozialen Gründen durch eine Einrichtung im Sinne von Absatz 1, 9°, b) betrachtet.

Art. 2 - § 1. Unter den in dem vorliegenden Erlaß festgelegten Bedingungen werden Umzugs- und Mietzulagen gewährt an Haushalte in prekären Verhältnissen, wenn diese, indem sie entweder eine unbewohnbare oder überbelegte Wohnung verlassen oder aus ihrer Situation von Obdachlosen herauskommen, Mieter einer gesunden Wohnung werden, und an behinderte Personen oder Personen, in deren Haushalt eine Person behindert ist, wenn sie eine gesunde und angepaßte Wohnung in Miete nehmen, nachdem sie eine unangepaßte Wohnung verlassen haben.

Umzugszulagen dürfen ebenfalls unter den im vorliegenden Erlaß festgelegten Bedingungen den Mietern einer sich im Besitz einer Gesellschaft befindenden Wohnung gewährt werden, wenn sie eine unterbelegte Wohnung verlassen, um eine derselben Gesellschaft gehörende, im Verhältnis zu ihrer Haushaltszusammensetzung stehende Wohnung in Miete zu nehmen, die ihnen in Anwendung der Ausführungsbestimmungen von Artikel 94 des Wohngesetzbuches vorgeschlagen wird.

§ 2. In Abweichung der Bestimmung von § 1:

1° dürfen Mietzulagen gewährt werden, wenn die Mieter einer Wohnung, die entweder unbewohnbar bzw. überbelegt oder unangepaßt ist, während der Dauer der vom Eigentümer unternommenen Arbeiten, um die Wohnung je nach Fall in eine gesunde oder gesunde und angepaßte Wohnung umzubauen, diese Wohnung weiter bewohnen.

2° werden ebenfalls Umzugszulagen den Mietern einer überbelegten Wohnung gewährt, vorausgesetzt, daß die Wohnung infolge des Auszugs von einem bzw. mehreren Mitbewohner(n) nicht mehr überbelegt ist;

Art. 3 - § 1. Eine Wohnung wird als unbewohnbar oder überbelegt betrachtet,

1° wenn sie den Gegenstand eines Erlasses des Bürgermeisters gebildet hat, durch den sie zeitweise oder endgültig als überbelegt in Anwendung der in Ausführung der Artikel 1, 17° und 3 des Wohngesetzbuches festgelegten Kriterien oder als unbewohnbar anerkannt worden ist;

2° oder wenn sie den Gegenstand eines durch einen Bediensteten erstellten Unbewohnbarkeits- oder Überbelegungsprotokolls der Verwaltung gebildet hat; in diesem Fall teilt die Verwaltung dem Bürgermeister und dem Eigentümer den Inhalt des Protokolls mit, um zu vermeiden, daß die Wohnung unter denselben Umständen noch weiter bewohnt wird.

§ 2. Eine Wohnung wird von einem Bediensteten der Verwaltung oder der "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" (Wallonische Agentur für die Eingliederung der behinderten Personen) als unangepaßt betrachtet, wenn sie so gestaltet ist, daß sie dem Haushalt des Antragstellers keine angepaßte Benutzung wegen der Behinderung eines Haushaltsmitglieds ermöglicht.

§ 3. Eine sich im Besitz einer Gesellschaft befindende Wohnung wird als unterbelegt betrachtet, wenn sie in Anbetracht der in Ausführung von Artikel 94 des Wohngesetzbuches bestimmten Normen mindestens zwei überschüssige Zimmer enthält.

§ 4. Eine Wohnung wird als gesund betrachtet, wenn sich nach Überprüfung durch einen Bediensteten der Verwaltung erweist, daß sie den in Ausführung von Artikel 3 des Wohngesetzbuches festgelegten Mindestkriterien in Sachen gesundheitlicher Zuträglichkeit genügt.

Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses wird die angemietete verbesserungsfähige Wohnung einer gesunden Wohnung gleichgestellt, wenn der Antragsteller sich verpflichtet, sie innerhalb sechs Monaten nach der Anmietung gesund zu machen.

Art. 4 - § 1. Der Betrag des in Artikel 1, § 1, 10° erwähnten Einkommens wird am 1. Januar eines jeden Jahres unter Anwendung des Erhöhungskoeffizienten des für das Jahr des Einkommens festgelegten Durchschnittswertes des im Königreich angewandten Indexes der Verbraucherpreise im Verhältnis zum Durchschnittswert des Indexes des Jahres vor dem Jahr des Einkommens angepaßt.

Für die Festlegung des Durchschnittswertes des Indexes werden die Brüche von Hundertstel jeweils auf das nächste Hundertstel auf- bzw. abgerundet, je nachdem sie fünf Hundertstel erreichen oder überschreiten oder aber unterschreiten.

Die wegen der Schwankungen des Indexes der Verbraucherpreise angepaßten Beträge werden jeweils auf das nächste Tausend auf- bzw. abgerundet, je nachdem die Ziffern der Hunderter, Zehner und Einer fünfhundert BEF erreichen oder nicht.

Wenn die Einkünfte die in Artikel 1, § 1, 10° festgelegten Beträge überschreiten und wenn der Antragsteller entweder diese Überschreitung durch außergewöhnliche Umstände begründet oder die Verschlechterung seiner Finanzlage infolge einer Arbeitsunfähigkeit, eines Verlusts des Arbeitsplatzes oder der Versetzung in den Vorruhestand oder den Ruhestand beweist, wird das Einkommen der letzten sechs Monate berücksichtigt und als global steuerpflichtiges Einkommen umgerechnet.

§ 2. Für die Anwendung von Artikel 1, § 1, 10° wird die Wohnung von einem Bediensteten der Verwaltung oder durch einen Erlaß des Bürgermeisters als nicht verbesserungsfähig oder als unbewohnbar erklärt.

§ 3. Am Tag der Anmietung muß der Antragsteller:

1° mindestens 18 Jahre alt sein oder für mündig erklärter Minderjähriger sein;

2° wenigstens ein Jahr lang in einer unbewohnbaren, überbelegten oder unangepaßten Wohnung gewohnt haben, außer wenn es sich um einen "Obdachlosen" handelt oder wenn der Bürgermeister für die Wohnung ein Wohnverbot verkündet hat;

Am Tag der Antragstellung müssen der Antragsteller sowie die Personen, die mit ihm leben werden, folgende Verpflichtungen, die ab der Anmietung der Wohnung einzuhalten sind, eingehen:

- a) die Wohnung weder ganz noch teilweise unterzuvermieten;
- b) außer was die eigenen oder von ihnen adoptierten Kinder betrifft, nach dem Tag der Anmietung die Bewohnung der Wohnung durch zusätzliche mitlebende Personen nur erlauben, wenn die besagte Wohnung den in Artikel 3 § 4 erwähnten Struktur- und Größekriterien weiterhin genügt;
- c) die Besichtigung der Wohnung durch Bedienstete der Verwaltung zulassen;
- d) der Verwaltung erlauben, bei den zuständigen Behörden die notwendigen Auskünfte insbesondere über die Haushaltszusammensetzung, das Einkommen sowie das Immobilienvermögen beantragen, außer wenn der Antragsteller diese Auskünfte selbst liefert.

Art. 5 - Die Umzugszulage beträgt 16 000 BEF und wird um 20% pro unterhaltsberechtigtes Kind erhöht.

Die Mietzulage entspricht dem Unterschied zwischen einerseits dem Mietbetrag der verlassenen Wohnung oder deren Mietwert, wenn der Antragsteller sie als Eigentümer oder unentgeltlich bewohnte, und andererseits dem Mietbetrag der angemieteten Wohnung. Sie kann 4 000 BEF nicht überschreiten. Der Höchstbetrag der Zulage wird pro unterhaltsberechtigtes Kind um 20 % erhöht.

Wenn der Antragsteller aus einer Situation als "Obdachloser" herauskommt, beträgt die Mietzulage 4 000 BEF pro Monat und wird pro unterhaltsberechtigtes Kind um 20 % erhöht.

Der Mietbetrag abzüglich der Zulage darf jedoch bei einem alleinstehenden, kinderlosen Antragsteller nicht unter 2 500 BEF und in den anderen Fällen nicht unter 3 350 BEF liegen.

Für die Anwendung von Absatz 2 wird der Mietbetrag der verlassenen Wohnung oder deren Mietwert bei jeder Änderung des Mietbetrags der gesunden oder angepaßten Wohnung unter Anwendung des geltenden Index der Verbraucherpreise angepaßt.

Die in Absatz 4 erwähnten Beträge werden an den Index der Verbraucherpreise des Monats September 1998 gebunden. Sie werden am 1. Januar eines jeden Jahres unter Anwendung des Index des Monats Septembers des vorigen Jahres angepaßt. Die Beträge, die sich aus dieser Anpassung ergeben, werden auf das nächste Tausend BEF auf- bzw. abgerundet, je nachdem die letzte Ziffer fünf Einer erreicht oder nicht.

Art. 6 - § 1. Die Mietzulagen werden zwei Jahre lang ab der Anmietung der gesunden oder angepaßten Wohnung gewährt.

§ 2. Nach dieser Periode dürfen die Mieter einer Wohnung, die nicht durch eine Gesellschaft verwaltet wird oder einer Wohnung, deren Bau, deren Erwerb oder deren Renovierung nicht durch die Region bezuschußt worden ist, und deren Mietbetrag durch diesen Zuschuß verringert wird, weiterhin Mietzulagen pro Perioden von zwei Jahren erhalten, solange sie den folgenden Bedingungen genügen:

1° kein Einkommen haben, das die in Artikel 1, § 1, 10° festgelegten Beträge um mehr als 30 % überschreitet;

2° weder allein noch mit den anderen Personen, die in der Wohnung mitwohnen, das Volleigentum oder den Vollnießbrauch einer Wohnung innehaben, außer wenn es sich um eine nicht verbesserungsfähige oder eine unbewohnbare Wohnung handelt. In diesem Fall finden die Bestimmungen von Artikel 4 § 2 Anwendung.

Die pro Periode von zwei Jahren zu gewährenden Mietzulagen betragen:

1° 100 % des gemäß den Bestimmungen von Artikel 5 berechneten Betrags, wenn das Einkommen die in Artikel 1, § 1, 10° festgelegten Beträge nicht überschreitet;

2° 50 % des so berechneten Betrags, wenn das Einkommen die in Artikel 1, § 1, 10° festgelegten Beträge nicht um mehr als 30 % überschreitet.

Wenn der Vorteil der Mietzulagen aufgrund der Nichtbeachtung einer der in Absatz 1 erwähnten Bedingungen für eine neue Periode nicht mehr verlängert werden kann, wird die Aufhebung dieses Vorteils sofort endgültig.

§ 3. Wenn der Empfänger von Mietzulagen die gesunde oder angepaßte Wohnung verläßt, um eine andere, auch gesunde oder angepaßte Wohnung zu mieten, werden die Zulagen für die laufende Periode weiter gewährt, unter der Bedingung, daß der Wohnungswechsel wegen höherer Gewalt erfolgt.

§ 4. Wenn der Empfänger der Mietzulagen stirbt, darf der überlebende Ehepartner oder die mit ihm in eheähnlicher Gemeinschaft lebende Person die Zulagen weiter erhalten.

Wenn der Empfänger, als er gestorben ist, ohne (Ehe)Partner lebte, werden die Mietzulagen der überlebenden mitlebenden Person und, wenn es mehrere mitlebende Personen gab, der Person, die von der Gesamtheit der mitlebenden, mindestens 18 Jahre alten oder für mündig erklärten Personen bezeichnet worden ist, weiter gewährt.

Art. 7 - § 1. Der Antrag auf Zulagen wird an die Verwaltung mittels des von dieser ausgestellten Formulars gerichtet. Die Verwaltung übermittelt dem Antragsteller eine Empfangsbescheinigung über seinen Antrag innerhalb fünfzehn Tagen ab Versand des Antrags, und verlangt ggf. von ihm jegliche Unterlage, die zur Ergänzung des Antrags notwendig ist.

§ 2. Damit der Antrag als vollständig betrachtet werden kann, muß er das Folgende enthalten:

1° den Auszug aus dem Bevölkerungsregister zur Bescheinigung der Haushaltszusammensetzung des Antragstellers;

2° die genaue Identifizierung der gemieteten Wohnung sowie der verlassenen Wohnung bzw. der vom Antragsteller erlebten Situation als "Obdachloser";

3° das Formular mit den in Artikel 4, § 3, Absatz 2 erwähnten Verpflichtungen;

4° eine Erklärung auf Ehrenwort, durch die der Antragsteller bescheinigt, daß die durch Artikel 1, § 1, 10° vorgeschriebene Vermögensbedingung eingehalten ist.

§ 3. Als Datum des Antrags gilt das Datum, an dem der Poststempel auf die Sendung mit den sämtlichen erforderlichen Unterlagen, oder ggf. mit der bzw. den letzten Unterlage(n) zur Vervollständigung des Antrags aufgedrückt worden ist.

§ 4. Bei Strafe der Unzulässigkeit des Antrags muß das in § 3 bestimmte Datum des Antrags spätestens sechs Monate nach der Anmietung oder, wenn Artikel 2, § 2, 1° Anwendung findet, spätestens sechs Monate nach der Fertigstellung der Arbeiten oder wenn Artikel 2, § 2, 2° Anwendung findet, spätestens sechs Monate nach dem letzten Auszug von Mitbewohnern liegen.

§ 5. Im Falle mehrerer Antragstellungen bezüglich des Auszugs aus einer und derselben Wohnung zwecks der Anmietung mehrerer Wohnungen ist die Bearbeitung jedes Antrags unabhängig von der Bearbeitung der anderen Anträge.

Wenn nach dem Auszug aus mehreren Wohnungen eine einzige Wohnung durch die sämtlichen umgezogenen Personen gemietet wird, werden die Umzugszulagen für jede verlassene Wohnung gewährt, während die Mietzulagen nur einem Antragsteller gewährt werden, der von den sämtlichen Antragstellern von Umzugszulagen bezeichnet worden ist.

Wenn die Absätze 1 oder 2 Anwendung finden, werden die Mietbeträge der Wohnungen, die von mehreren Haushalten bewohnt worden sind oder bewohnt werden müssen, für die Berechnung der Mietzulagen von der Verwaltung für jeden Antragsteller geschätzt.

§ 3. Im Falle einer Trennung des Antragstellers von seinem Ehepartner oder der mit ihm in eheähnlicher Gemeinschaft lebenden Person nach dem Datum der Antragstellung untersucht die Verwaltung die Situation jeder Partei, insbesondere in bezug auf die unterhaltsberechtigten Kinder, und bezeichnet den Empfänger der Zulagen.

Art. 8 - § 1. Innerhalb drei Monaten nach dem Versand des vollständigen Antrags oder ggf. der letzten Unterlage(n) zur Vervollständigung des Antrags informiert die Verwaltung den Antragsteller über die Zulässigkeit seines Antrags oder über die Gründe, aus denen diese Notifizierung ihm nicht ausgestellt werden kann.

Eine fehlende Notifizierung innerhalb der in Absatz 1 erwähnten Frist gilt als Ablehnung.

§ 2. Der Antragsteller verfügt über eine Frist von einem Monat ab der Notifizierung der Ablehnung oder ab dem Ablauf der in § 1 erwähnten Frist, um per bei der Post aufgegebenen, an die Verwaltung gerichteten Einschreibebrief einen Einspruch beim Minister zu erheben. Der Minister entscheidet innerhalb drei Monaten ab Eingang des Einspruchs. Mangels dessen wird dem Einspruch stattgegeben.

§ 3. Die Umzugszulage wird dem Empfänger ausbezahlt.

Die Mietzulagen für Mieter einer Wohnung, die nicht durch eine Gesellschaft vermietet werden, werden monatlich ausbezahlt.

Die Mietzulagen für Mieter einer durch eine Gesellschaft vermieteten Wohnung werden dieser Gesellschaft zweimal im Jahr ausbezahlt und vom durch den Mieter geschuldeten Mietbetrag abgezogen.

Die von einer Gesellschaft an die Verwaltung gerichteten Anträge auf Auszahlung betreffend ein Jahr verjähren in sechs Monaten ab dem Tag nach dem Ende dieses Jahrs.

Die Mietzulagen, die der Gesellschaft aufgrund einer Verjährung nicht ausbezahlt werden, werden jedoch vom durch den Mieter geschuldeten Mietbetrag abgezogen.

§ 4. Der Minister bestimmt den Betrag und die Modalitäten für die Entschädigung des öffentlichen Sozialhilfenzentrums oder der Einrichtung mit sozialem Zweck, das bzw. die dem Empfänger den Betrag der Umzugs- und Mietzulagen ausleiht.

Art. 9 - Der Empfänger von Zulagen muß diese zurückzahlen:

1° gänzlich, wenn er eine falsche oder unvollständige Erklärung abgegeben hat, um die durch den vorliegenden Erlaß gewährten Vorteile zu erhalten, oder wenn die gemietete Wohnung nicht innerhalb sechs Monaten nach der Anmietung gemäß Artikel 3, § 4, Absatz 2 gesund geworden ist;

2° bis zur Höhe der Beträge, die seit dem Tag, an dem gegen die gemäß dem vorliegenden Erlaß eingegangenen Verpflichtungen verstoßen worden ist, bezogen worden sind.

Innerhalb des Monats nach der Notifizierung des Beitreibungsbeschlusses ist der Zulagenempfänger berechtigt, per bei der Post aufgegebenen, an die Verwaltung gerichteten Einschreibebrief einen Einspruch beim Minister zu erheben. Der Minister entscheidet innerhalb drei Monaten ab Eingang des Einspruchs. Bei fehlender Notifizierung innerhalb drei Monaten gilt der Einspruch als zurückgewiesen.

Die Beitreibung erfolgt auf Initiative der Verwaltung durch die Abteilung Finanzverwaltung des Ministeriums der Wallonischen Region.

Art. 10 - Der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. November 1993 über die Gewährung von Umzugs-, Einzugs- und Mietzulagen zugunsten von Personen, die eine gesundheitschädliche Wohnung verlassen, zugunsten von behinderten Personen, die eine nicht angepaßte Wohnung verlassen, und zugunsten von Personen, die aus ihrer Situation von Obdachlosen herauskommen, wird aufgehoben.

§ 2. Übergangsweise findet dieser Erlaß weiterhin Anwendung auf:

1° die Zulagenanträge, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eingereicht worden sind;

2° die Zulagenanträge, die vor dem 1. Juni 1999 eingereicht worden sind, insofern der Umzug vor dem Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses erfolgt ist.

Niemand darf die aufgrund des oben erwähnten Erlasses gewährten Zulagen und die aufgrund des vorliegenden Erlasses gewährten Zulagen zugleich beziehen.

Art. 11 - Der vorliegende Erlaß tritt am 1. März 1999 in Kraft.

Art. 12 - Der Minister des Wohnungswesens wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Namur, den 21. Januar 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,
W. TAMINIAUX

VERTALING

N. 99 — 518

[C — 99/27109]

**21 JANUARI 1999. — Besluit van de Waalse Regering
tot toekenning van verhuis- en huurtoelagen
aan gezinnen die in een precaire toestand verkeren en aan daklozen**

De Waalse Regering,

Gelet op de Waalse Huisvestingscode, inzonderheid op artikel 21;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gegrond op de inwerkingtreding van de Waalse Huisvestingscode op 1 maart 1999, waarbij de uitvoeringsbesluiten van de voormalige Huisvestingscode vóór deze datum verplicht aangepast moeten worden aan de nieuwe decretale bepalingen;

Overwegende dat de aanpassing van de verschillende informatiesystemen per 1 maart 1999 doorgevoerd moet zijn;

Overwegende dat daarmee bedoeld worden de informatica- en bestuursprocedures, maar ook de bij de uitvoeringsbesluiten van de Code opgelegde administratieve documenten, alsmede de voorlichting van de personeelsleden;

Overwegende dat de bepalingen van de Code omwille van de rechtszekerheid en de continuïteit van de diensten bijgevolg dringend aangenomen moeten worden;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

Besluit :

Artikel 1. § 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Minister : de Minister bevoegd voor Huisvesting;

2° maatschappij : de door de "Société wallonne du Logement" (Waalse Huisvestingsmaatschappij) erkende maatschappij;

3° bestuur : het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium van het Ministerie van het Waalse Gewest;

4° woning : het gebouw of het gebouwgedeelte dat voor de huisvesting als hoofdverblijfplaats van één of meer gezinnen bestemd is of daartoe gebruikt wordt;

5° aanvrager : de natuurlijke persoon die om de in dit besluit bedoelde voordelen vraagt;

6° gehandicapte persoon :

a) hetzij de persoon die getroffen is door ten minste 66 % ontoereikendheid of vermindering van lichamelijke of geestelijke geschiktheid.

Deze ontoereikendheid of vermindering van geschiktheid wordt vastgesteld door middel van een door het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu afgeleverd bewijs;

b) hetzij de persoon van wie het verdienvermogen krachtens de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten beperkt is tot één derde of minder van wat een valide persoon in staat is te verdienen op de algemene arbeidsmarkt;

c) hetzij de persoon van wie het gebrek aan zelfredzaamheid krachtens dezelfde wet op ten minste negen punten vastgesteld is.

7° kind ten laste : het kind jonger dan 25 jaar voor wie, op de datum van de aanvraag, een kinderbijslag of een wezenrente wordt toegekend aan de aanvrager, zijn samenwonende echtgenote of de persoon met wie hij ongehuwd samenwoont, of het kind dat, na overlegging van bewijsstukken, door het Bestuur geacht wordt ten laste te zijn;

8° inkomsten : de globaal belastbare inkomsten die betrekking hebben op het voorlaatste jaar voorafgaande, al naar gelang het geval, aan de huur of aan het begin van een nieuwe periode voor de toekenning van huurtoelagen;

9° dakloze :

a) ofwel de persoon die gedurende drie maanden vóór de huur van een gezonde woning geen enkel zakelijk of persoonlijk recht heeft genoten om een woning te betrekken en die, behalve uitzonderlijk of tijdelijk, niet werd gehuisvest door personen of instellingen;

b) ofwel de persoon die vóór de huur van een gezonde woning geen enkel zakelijk of persoonlijk recht heeft genoten om een woning te betrekken en die om psychische, medische of sociale redenen werd gehuisvest door een instelling;

c) ofwel de persoon die gedurende twaalf maanden vóór de huur van een gezonde woning een vakantieplaats gelegen in een recreatiegebied bewoonde.

10° gezin in een precaire toestand :

a) alleenstaande met een globaal belastbaar jaarinkomen dat niet meer bedraagt dan 400 000 BEF, verhoogd met 75 000 BEF per kind ten laste;

b) verscheidene al dan niet aanverwante personen die doorgaans samenwonen in de zin van artikel 3 van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, met een globaal belastbaar jaarinkomen dat niet meer bedraagt dan 550 000 BEF, verhoogd met 75 000 BEF per kind ten laste;

c) gezin dat begeleid wordt door een door de Minister van Sociale Actie erkende dienst voor schuldbemiddeling, en met een jaarinkomen dat niet meer dan 120 % bedraagt van het bestaansminimum overeenstemmend met de samenstelling van dit gezin.

De sub a), b) en c) bedoelde personen mogen geen woning in volle eigendom of in vruchtgebruik hebben, behalve een onverbeterbare of onbewoonbare woning;

§ 2. Voor de toepassing van § 1, 7° :

1° wordt het gehandicapte kind ten laste beschouwd als twee kinderen ten laste;

2° wordt de gehandicapte aanvrager en iedere gehandicapte persoon die met de aanvrager samenwoont, beschouwd als één kind ten laste;

3° wordt voor het begrip "kind ten laste" aanvankelijk rekening gehouden met de toestand op de datum van de huur en vervolgens met de toestand die drie maanden vóór het einde van elke periode voor de toekenning van huurtoelagen werd vastgesteld.

Voor de toepassing van § 1, 9°, b), moet de huisvesting om psychische, medische of sociale redenen binnen een instelling vallen onder de volgende reglementeringen :

1. het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen
2. het besluit van de Waalse Regering van 16 januari 1997 betreffende de voorwaarden waaronder subsidies voor integratiewoningen worden toegekend en de besluiten van de Waalse Regering tot uitvoering van de artikelen 31, 32, 56 en 57 van het Waalse Huisvestingscode;
3. het programmadecreet van 17 december 1997 houdende verschillende maatregelen inzake sociale actie en sportinfrastructuur;
4. het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 29 maart 1993 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen gesubsidieerd door de "Office de la naissance et de l'enfance" (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn);
5. het koninklijk besluit van 10 juli 1990 houdende vaststelling van de normen voor de erkenning van initiatieven van beschut wonen ten behoeve van psychiatrische patiënten.

De huisvesting in een noodopvangwoning beheerd door een gemeente of een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn wordt tevens beschouwd als een in § 1, 9°, b) bedoelde huisvesting om psychische, medische of sociale redenen door een instelling.

Art. 2. § 1. Onder de bij dit besluit vastgestelde voorwaarden worden verhuis- en huurtoelagen toegekend aan gezinnen in een precaire toestand die huurder worden van een gezonde woning, hetzij door een onbewoonbare of overbewoonde woning te ontruimen, hetzij door niet langer "dakloos" te zijn, en aan gehandicapte personen of personen van wie een gezinslid gehandicapt is, die een geschikte woning in huur nemen na een ongeschikte woning te hebben ontruimd.

Verhuistoelagen worden ook onder de bij dit besluit vastgestelde voorwaarden toegekend aan de huurders van een woning die eigendom is van een maatschappij en die een onderbewoonde woning ontruimen om een woning van dezelfde maatschappij overeenstemmend met hun gezinssamenstelling in huur te nemen en die hun wordt aangeboden, overeenkomstig de uitvoeringsbepalingen van artikel 94 van de Waalse Huisvestingscode.

§ 2. In afwijking van de bepaling van § 1 :

1° kunnen huurtoelagen worden verleend wanneer de huurders van een onbewoonbare, overbewoonde of ongeschikte woning er blijven wonen tijdens de periode waarin de eigenaar werkzaamheden uitvoert om de woning gezond en geschikt te maken;

2° kunnen tevens huurtoelagen verleend worden aan de huurders van een overbewoonde woning voor zover ze door het vertrek van één of meerdere medebewoners niet meer overbewoond is.

Art. 3. § 1 Als onbewoonbaar of overbewoond wordt de woning beschouwd waarvoor :

1° ofwel van een besluit van de burgemeester is getroffen waarbij ze tijdelijk of definitief overbewoond, overeenkomstig de criteria vastgesteld krachtens de artikelen 1, 17° en 3 van het Waalse Huisvestingscode, of onbewoonbaar wordt geacht;

2° ofwel een personeelslid van het bestuur een vaststelling heeft verricht, waarbij ze onbewoonbaar of overbewoond wordt verklaard. In dat geval deelt het bestuur de inhoud van de vaststelling mede aan de burgemeester en de eigenaar om te voorkomen dat de woning nog in dezelfde omstandigheden wordt betrokken.

§ 2. De woning waarvan de kamerindeling geen geschikte bewoning mogelijk maakt door het gezin van de aanvrager wegens de handicap van één van zijn lid, wordt door een personeelslid van het bestuur of van het "Agence wallonne pour l'intégration professionnelle des personnes handicapées" (Waal Agentschap voor de Integratie van Gehandicapte Personen) als ongeschikt beschouwd.

§ 3. Als onderbewoond wordt de woning beschouwd die eigendom is van een maatschappij en minstens twee overtollige kamers telt, in uitvoering van de normen die krachtens artikel 94 van het Waalse Huisvestingscode bepaald zijn.

§ 4. Als gezond wordt de woning beschouwd die, na onderzoek door een personeelslid van het bestuur, beantwoordt aan de minimale gezondheidscriteria die krachtens artikel 3 van het Waalse Huisvestingscode bepaald zijn.

De gehuurde verbeterbare woning die de aanvrager zich ertoe verbindt binnen zes maanden gezond te maken, wordt voor de toepassing van dit besluit beschouwd als een gezonde woning.

Art. 4. § 1. Het bedrag van de in artikel 1, § 1, 10°, bedoelde inkomsten wordt op 1 januari van elk jaar aangepast ten belope van de stijgingscoëfficiënt van het gemiddelde indexcijfer van de consumptieprijzen in het Rijk, die voor het jaar van de inkomsten is vastgesteld in verhouding tot de gemiddelde van de indexcijfers van het jaar dat aan het jaar van de inkomsten voorafgaat.

Voor de vaststelling van het gemiddelde van de indexcijfers worden de breuken van honderdsten naar boven afgerond als de breuk vijf duizendsten bereikt of overschrijdt dan wel naar beneden afgerond als de breuk lager is dan dat getal.

De bedragen die werden aangepast wegens de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen worden op een heel duizendtal naar boven of naar beneden afgerond, al naar gelang de honderdtallen, de tientallen en de eenheden al dan niet vijfhonderd frank bereiken.

Indien de inkomsten de in artikel 1, § 1, 10°, vastgestelde bedragen overschrijden en als de aanvrager verklaart dat de overschrijding toe te schrijven is aan uitzonderlijke omstandigheden of als hij aantoont dat zijn financiële toestand verslechterd is wegens arbeidsongeschiktheid of werkloosheid, brugpensioen of oppensioenstelling, worden de inkomsten van de laatste zes maanden in aanmerking genomen en berekend als globaal belastbare jaarinkomsten.

§ 2. Voor de toepassing van artikel 1, § 1, 10°, wordt de woning door een personeelslid van het bestuur of bij een besluit van de burgemeester onverbeterbaar of onbewoonbaar verklaard.

§ 3. Op de datum van de huur moet de aanvrager :

- 1° minstens 18 jaar oud of ontvoogde minderjarige zijn;
- 2° minstens één jaar in de onbewoonbare of overbewoonde of ongeschikte woning hebben gewoond, behalve als het om een dakloze gaat of als de burgemeester de bewoning ervan verbiedt;

Op de datum van de aanvraag moet hij, alsmede de personen die met hem zullen samenwonen, de volgende verbintenissen aangaan en ze nakomen zodra hij de woning in huur neemt :

- a) de woning noch geheel, noch gedeeltelijk onderverhuren;
- b) behalve de na de datum van de huur uit hen geboren of door hen geadopteerde kinderen, het betrekken van de woning door bijkomende medebewoners enkel toelaten als ze blijft voldoen aan de in artikel 3, § 4, bedoelde structuur- en afmetingsnormen;
- c) de woning laten bezichtigen door personeelsleden van het bestuur;
- d) het bestuur toelaten de bevoegde overheden om de nodige inlichtingen te vragen, of ze zelf verstrekken, met name inlichtingen over de samenstelling van het gezin, de inkomsten en het onroerend vermogen.

Art. 5. De verhuistoelage bedraagt 16 000 BEF en wordt met 20 % verhoogd per kind ten laste.

De huurtoelagen zijn gelijk aan het verschil tussen, enerzijds, de huurprijs van de ontruimde woning of haar huurwaarde indien de aanvrager ze als eigenaar of kosteloos zou betrekken, en, anderzijds, de huurprijs van de gehuurde woning, zonder 4 000 BEF te mogen overschrijden. De maximumtoelage wordt met 20 % verhoogd per kind ten laste.

Wanneer de aanvrager niet langer "dakloos" is, bedragen de huurtoelagen 4 000 BEF per maand en worden ze tevens met 20 % verhoogd per kind ten laste.

De na aftrek van het bedrag van de toelage betaalde huurprijs mag nochtans niet lager zijn dan 2 500 BEF als de aanvrager alleenstaande is zonder kinderen en 3 500 BEF in de andere gevallen.

Voor de toepassing van het tweede lid wordt het bedrag van de huurprijs van de ontruimde woning of van haar huurwaarde aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen dat van kracht is bij elke wijziging van de huurprijs van de gezonde of geschikte woning.

De in artikel 4 bedoelde bedragen worden verbonden aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van september 1998 en worden op 1 januari van elk jaar aangepast naar gelang van de index van de maand september van het vorige jaar; de aldus verkregen bedragen worden op een heel tiental naar boven of naar beneden afgerond, al naar gelang hun laatste cijfer al dan vijf eenheden bereiken.

Art. 6. § 1. De huurtoelagen worden toegekend tijdens een periode van twee jaar vanaf de huur van de gezonde of geschikte woning.

§ 2. Na afloop van die periode kunnen de huurders van een andere woning dan die beheerd door een maatschappij en dan die waarvan de bouw, de aankoop of de renovatie gesubsidieerd is door het Waalse Gewest en waarvan de huurprijs dankzij deze subsidie verminderd is, per periode van twee jaar aanspraak blijven maken op huurtoelagen zolang ze beantwoorden aan de volgende voorwaarden :

- 1° geen inkomsten hebben die 30 % meer bedragen dan de in artikel 1, § 1, 10°, bedoelde bedragen;
- 2° alleen of samen met de andere medebewoners van de woning, niet het volle eigendom of het volle vruchtgebruik ervan hebben, behalve wanneer het een onverbeterbare of onbewoonbare woning betreft; in dat geval moeten de bepalingen van artikel 4, § 2, worden toegepast.

Het bedrag van de per periode van twee jaar toe te kennen huurtoelagen bedraagt :

- 1° 100 % van het overeenkomstig de bepalingen van artikel 5 berekende bedrag, wanneer de inkomsten de in artikel 1, § 1, 10°, bedoelde bedragen niet overschrijden;
- 2° 50 % van het aldus berekende bedrag, wanneer de inkomsten niet meer dan 30 % hoger zijn dan de in artikel 1, § 1, 10°, vastgestelde bedragen.

Zodra het recht op huurtoelagen niet kan worden verlengd voor een nieuwe periode omdat niet wordt voldaan aan één van de in het eerste lid bedoelde voorwaarden, wordt dat voordeel definitief afgeschaft.

§ 3. Wanneer de begunstigde van huurtoelagen de gezonde of geschikte woning ontruimt om een andere gezonde of geschikte woning in huur te nemen, worden de toelagen voor de aan de gang zijnde periode verder verleend op voorwaarde dat overmacht de oorzaak van de verhuizing is.

§ 4. Bij overlijden van de begunstigde van huurtoelagen blijft de overlevende echtgenoot of de persoon met wie hij ongetrouwd samenleefde, in aanmerking komen voor toelagen.

Indien de begunstigde bij zijn overlijden apart woonde, worden de huurtoelagen verder toegekend aan de overlevende medebewoner, en indien er meerdere overlevende medebewoners zijn, aan degene die door alle meerderjarige of ontvoogde medebewoners wordt aangeduid.

Art. 7. § 1. De premieaanvraag wordt aan het bestuur gericht aan de hand van het door het bestuur afgegeven formulier. Het bestuur richt aan de aanvrager een ontvangstbericht van zijn aanvraag binnen 15 dagen nadat het formulier toegezonden werd en vraagt hem in voorkomend geval elk document dat nuttig is om die verder aan te vullen.

§ 2. Om als volledig te worden beschouwd bevat de premieaanvraag :

- 1° een uittreksel uit het bevolkingscijfer waarbij de samenstelling van het gezin van de premieaanvrager is vastgesteld;
- 2° de duidelijke identificatie van de gehuurde woning en van de ontruimde woning of van de toestand van "dakloze" die door de aanvraag wordt beleven;

3° het formulier met de in artikel 4, § 3, tweede lid, bedoelde verbintenissen;

4° een verklaring op erewoord waarin de aanvrager verklaart dat de bij artikel 1, § 1, 10°, opgelegde patrimoniumvoorwaarde wordt nageleefd.

§ 3. De datum van de aanvraag is die van de poststempel die voorkomt op de verzending met al de vereiste documenten of, in voorkomend geval, de documenten die de aanvraag aanvullen.

§ 4. Op straffe van niet-ontvankelijkheid moet de aanvraag, zoals bepaald in § 3, uiterlijk zes maanden na de huur worden ingediend of, als artikel 2, § 2, 1°, wordt toegepast, uiterlijk zes maanden na het einde van de werken of, als artikel 2, § 2, 2°, wordt toegepast, uiterlijk zes maanden na het laatste vertrek van de medebewoners.

§ 5. In geval van meervoudige aanvragen betreffende de ontruiming van éénzelfde woning met het oog op de huur van meerdere woningen is het aan iedere aanvraag te geven gevolg onafhankelijk van het aan de andere aanvragen te geven gevolg.

Wanneer de ontruiming van meerdere woningen aanleiding geeft tot de huur van één enkele woning door alle verhuisde personen, wordt de verhuistoelage voor elke ontruimde woning toegekend, terwijl de huurtoelagen slechts aan één aanvrager worden verleend, die aangewezen wordt door alle aanvragers die om de verhuistoelage hebben verzocht.

Voor de berekening van de huurtoelagen in geval van toepassing van de eerste en tweede leden schat het bestuur de huurprijzen van door meerdere gezinnen betrokken of te betrekken woningen per aanvrager.

§ 3. In geval van scheiding, na de datum van de aanvraag, tussen de aanvrager en zijn echtgenote of de persoon met wie hij ongehuwd samenleeft, onderzoekt het bestuur de toestand van beide partijen, met name voor de kinderen ten laste, en wijst het de begunstigde van de toelagen aan.

Art. 8. § 1. Binnen drie maanden na verzending van de volledige aanvraag of, in voorkomend geval, van het laatste document of de laatste documenten die de aanvraag aanvullen, geeft het bestuur kennis aan de aanvrager van de ontvankelijkheid van zijn aanvraag of van de redenen waarom deze kennisgeving hem niet afgegeven kan worden.

Krijgt de aanvrager geen kennisgeving toegestuurd binnen de in het eerste lid bedoelde termijn, wordt dat gebrek met een weigering gelijkgesteld.

§ 2. De aanvrager beschikt over één maand vanaf de kennisgeving van verwerping of na het verstrijken van de in § 1 bedoelde termijn om, bij aangetekend schrijven gericht aan het bestuur, bij de Minister een beroep in te dienen. De Minister beslist binnen drie maanden na ontvangst van dit beroep. Zoniet wordt de aanvraag aanvaard.

§ 3. De verhuistoelage wordt aan de begunstigde uitgekeerd.

De huurtoelagen aan de huurders van een andere woning dan die verhuurd door een maatschappij worden maandelijks uitgekeerd.

De huurtoelagen aan de huurders van een door een maatschappij verhuurde woning worden haar één keer per jaar uitgekeerd en moeten van de door de huurder werkelijk betaalde huurprijs worden afgetrokken.

De uitkeringsaanvragen m.b.t. een jaar die door een maatschappij bij het bestuur worden ingediend, verjaren door verloop van zes maanden vanaf de dag die volgt op het verstrijken van dit jaar.

De huurtoelagen die wegens verjaring niet worden uitgekeerd aan de maatschappij worden echter afgetrokken van de door de huurder verschuldigde huurprijs.

§ 4. De Minister bepaalt het bedrag en de wijze waarop toelagen worden verleend aan het OCMW of aan de instelling met een maatschappelijk doel die het bedrag van de verhuis- en huurtoelagen aan de begunstigde voorschiet.

Art. 9. De begunstigde van toelagen moet die terugbetalen :

1° in geval van onjuiste of onvolledige verklaring om de krachtens dit besluit toegekende voordelen te verkrijgen of als de gehuurde woning binnen zes maanden na deze huur niet gezond is geworden, overeenkomstig artikel 3, § 4, tweede lid;

2° ten belope van de sommen ontvangen sinds de dag waarop de overeenkomstig dit besluit aangevane verbintenissen niet werden nagekomen.

Binnen de maand van de kennisgeving van de beslissing tot inning kan de begunstigde van toelagen bij aangetekend schrijven gericht aan het bestuur bij de Minister een beroep indienen. De Minister beslist binnen drie maanden na ontvangst van het beroep. Het verzuim van kennisgeving van de beslissing binnen drie maanden wordt met een verwerping van het beroep gelijkgesteld.

De inning wordt op initiatief van het bestuur verricht door de Afdeling Thesaurie van het Ministerie van het Waalse Gewest.

Art. 10. Het besluit van de Waalse Regering van 19 november 1993 tot toekenning van verhuis-, installatie- en huurtoelagen aan personen die een ongezonde woning ontruimen, gehandicapte personen die een ongeschikte woning ontruimen en personen die niet langer "dakloos" zijn, wordt opgeheven.

Bij wijze van overgang blijft dit besluit nochtans van toepassing op :

1° de aanvragen om toelagen die vóór de inwerkingtreding van dit besluit worden ingediend;

2° de aanvragen om toelagen die vóór 1 juni 1999 worden ingediend, voor zover de verhuizing plaatsvindt vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Niemand kan tegelijkertijd in aanmerking komen voor toelagen toegekend op grond van bovenvermeld besluit en voor toelagen toegekend op grond van dit besluit.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking op 1 maart 1999.

Art. 12. De Minister van Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 21 januari 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX